

Paris / Dubaï, le 29 septembre 2014

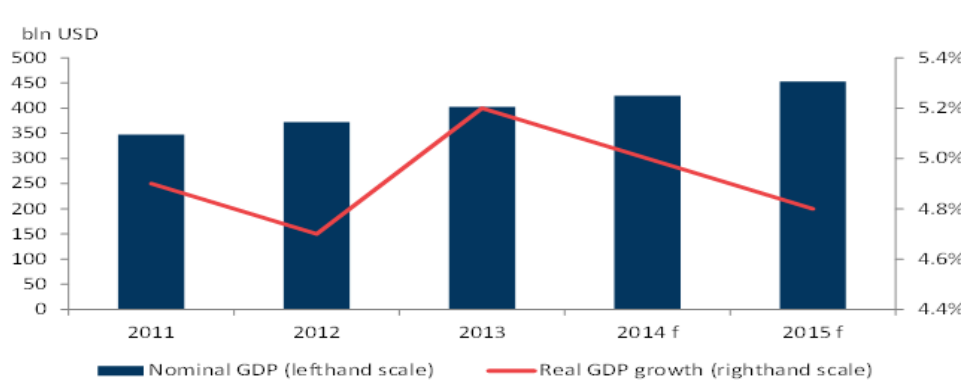
Croissance économique soutenue aux Emirats arabes unis grâce à une politique de diversification efficace

- 5% de croissance prévus pour 2014 grâce à une politique de diversification efficace
- Un environnement des affaires favorable soutenu par la nouvelle loi sur les entreprises qui améliore la transparence
- Amélioration du profil de la dette ; la question des besoins de financement des entités liées à l'Etat reste d'actualité

Coface a attribué aux Emirats arabes unis (EAU) l'évaluation A3¹ et prévoit une croissance d'environ 5% en 2014. L'environnement des affaires des EAU, qui mesure le risque présenté par les entreprises en fonction de critères tels que la transparence financière des sociétés, la fiabilité et l'efficacité du système juridique, a également été évalué A3. Après une contraction d'environ 5% en 2009, l'économie des Emirats s'est progressivement redressée, pour enregistrer des taux de croissance élevés, atteignant 5,2% en 2013.

« L'économie des EAU reste solide, principalement grâce au secteur des hydrocarbures, mais également à l'activité non pétrolière. La politique de diversification active est un véritable atout pour la croissance, dans la mesure où elle réduit la dépendance à l'égard du pétrole et soutient l'économie réelle. L'environnement des affaires s'améliore et les actions entreprises pour accroître la transparence de l'économie sont cruciales pour réduire les risques des entreprises », déclare Seltem Iyigun, économiste Moyen-Orient et Afrique du Nord chez Coface.

Performance de la croissance économique



¹ Coface utilise une échelle d'évaluation à sept niveaux : A1, A2, A3, A4, B, C et D par ordre croissant de risque. L'évaluation par pays donne une idée du niveau moyen d'incidents de paiement présenté par les sociétés d'un pays dans le cadre de leurs transactions commerciales à court terme.

En début d'année, Dubaï est parvenue à refinancer à des conditions favorables sa dette venant à échéance (environ 20 milliards de dollars) avec le soutien d'Abu Dhabi et de la Banque centrale des EAU. Toutefois, le poids de la dette de l'ensemble du secteur public de Dubaï demeure élevé et des montants considérables arriveront à échéance au cours des prochaines années (près de 40 milliards de dollars entre 2015 et 2017).

L'introduction de mesures réglementaires par les autorités afin d'éviter une autre bulle immobilière devrait également être favorable pour l'économie du pays. De plus, l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi réformant progressivement la gouvernance d'entreprise est perçue comme une avancée majeure. Néanmoins, il y a encore matière à amélioration, les comptes financiers des entreprises étant rarement disponibles, à l'exception de ceux des grands groupes internationaux.

Hydrocarbures : un moteur clé de la croissance

Les EAU produisent 3,5% du pétrole brut mondial, détiennent 7% des réserves prouvées, et se classent au 7^e rang mondial et à la 4^e place des pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). En 2013, le secteur des hydrocarbures contribuait à un tiers du PIB et les exportations pétrolières représentaient environ un tiers du total des exportations. Les finances publiques des Emirats restent très dépendantes des revenus de ce secteur, malgré la politique de diversification de l'économie activement engagée. Le pétrole assurait près de 80 % des recettes fiscales en 2013. Les principaux risques présentés par ce secteur sont la dépendance de la rentabilité des entreprises aux aides publiques et l'inadéquation entre l'offre et la demande d'hydrocarbures dans le pays. Les conflits régionaux peuvent également constituer une source de risque.

Agroalimentaire : forte dépendance à l'égard des importations

L'importance du secteur agroalimentaire s'accroît aux EAU, parallèlement à la croissance de la population et du revenu par habitant. Le pays, qui représente 20% de la consommation alimentaire totale du Conseil de coopération du Golfe (CCG), est le deuxième plus gros consommateur derrière l'Arabie saoudite. Il est également le deuxième producteur de produits alimentaires du CCG. Toutefois, les terres arables sont très limitées et le climat n'est pas très favorable aux activités agricoles. Le gouvernement soutient le secteur agricole et l'industrie de transformation des produits alimentaires. La forte dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires crée un risque pour le pays en cas de pénurie d'approvisionnement. Le contrôle des prix de ces produits par le gouvernement risque également d'avoir des répercussions négatives sur les marges des entreprises.

Commerce de détail : un environnement favorable à la croissance, des risques limités

Le commerce de détail est l'un des secteurs dont la croissance est la plus rapide aux EAU, grâce à l'augmentation des revenus, à sa pérennité économique et au dynamisme de la consommation intérieure. N'ayant pas été affectés par l'agitation politique qui a secoué les



COMMUNIQUE DE PRESSE

pays arabes, les EAU sont devenus une destination touristique plus prisée, ce qui se traduit par des retombées positives sur la croissance du commerce de détail. L'intensification de la concurrence ainsi que la hausse des prix des logements, des produits alimentaires, des transports, de l'éducation et des loyers peuvent être considérées comme des risques majeurs pesant sur l'activité du commerce de détail, même si ces risques restent limités.

« Notre étude confirme que l'économie de la région s'est développée de manière importante au cours des trois dernières années, l'imposant comme l'une des premières zones commerciales sur le plan mondial. Le commerce non pétrolier, qui a atteint 256 milliards de Dirham des EAU au 1^{er} trimestre 2014, affiche une dynamique continue, portée par des échanges extérieurs de tous les secteurs économiques hors pétrole, selon les données de l'Autorité fédérale des douanes des Emirats. Les EAU représentent un lieu d'implantation idéal pour les entreprises et un havre au Moyen-Orient », déclare Massimo Falcioni, responsable du Moyen-Orient chez Coface.

CONTACTS MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Laura PANHARD – T. +33 (0)1 49 02 23 31 laura.panhard@coface.com

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2013, le Groupe, fort de 4 440 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1 440 Md€. Présent directement ou indirectement dans 98 pays, il sécurise les transactions de plus de 37 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

